

# ACTION URGENTE

## UN AVOCAT AYANT DEFENDU DES COMMUNAUTES RELIGIEUSES EST TOUJOURS EN DETENTION

**En Chine, un avocat de renom spécialiste des droits humains est maintenu en détention après avoir été placé en « résidence surveillée » pendant six mois dans un lieu non révélé. Il ne peut communiquer ni avec un avocat ni avec sa famille. Il a apporté son aide à des militants qui s'opposent à l'enlèvement des croix sur les églises. Sa détention s'inscrit dans le cadre d'une répression menée dans tout le pays contre les avocats spécialistes des droits humains et les militants des droits humains.**

L'avocat de renom spécialiste des droits humains **Zhang Kai**, qui est âgé de 37 ans, a été transféré dans le centre de détention de Wenzhou le 26 février pour son incarcération. Il était passé la veille sur la chaîne de télévision d'État chinoise, apparaissant amaigri et épuisé. Il s'agissait d'« aveux enregistrés » dans lesquels il disait avoir « violé la législation nationale, troublé l'ordre social et mis en danger la sécurité nationale ». Ces « aveux » ont probablement été faits sous la contrainte. Il est détenu parce que soupçonné d'avoir « volé, obtenu par espionnage, acheté ou fourni illégalement des secrets d'État ou des renseignements » à des agents étrangers, et d'avoir « troublé l'ordre public ».

Le 25 août 2015, Zhang Kai a été emmené par la police alors qu'il se trouvait dans une église à Wenzhou, dans la province du Zhejiang (sud-est de la Chine). Il a été placé en « résidence surveillée », ce qui a permis aux autorités de le maintenir en détention jusqu'à six mois dans un lieu n'appartenant pas au système officiel de détention, sans qu'il puisse contacter ses avocats ou sa famille. Ses deux assistants, **Liu Peng** et **Fang Xiangui**, ont été arrêtés en même temps que lui mais ils ont été relâchés le 11 décembre.

Zhang Kai a fourni une assistance juridique à plusieurs communautés religieuses de la province du Zhejiang après que les autorités ont commencé, fin 2013, à détruire des églises et à retirer les croix et les crucifix. Selon des militants, plus de 1 500 croix et plusieurs églises ont été détruites en l'espace de quelques mois, après une intensification des démolitions en 2015. Zhang Kai fait partie des plus de 200 avocats et militants pris pour cible dans le cadre d'une campagne de répression menée dans tout le pays depuis juillet 2015.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en chinois ou dans votre propre langue :**

- appelez les autorités à libérer Zhang Kai immédiatement et sans condition ;
- exhortez-les à lui permettre, en attendant sa libération, de communiquer librement et régulièrement avec sa famille et ses avocats, et à veiller à ce qu'il ne soit pas soumis à la torture ou à d'autres mauvais traitements ;
- demandez-leur instamment de garantir le respect en Chine du droit à la liberté de religion et de conviction, en permettant aux personnes de pratiquer leur foi sans craindre d'actes d'intimidation ou d'agressions, et en les protégeant.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 14 AVRIL 2016 À :**

#### Ministre de la Sécurité publique

Guo Shengkun  
Ministry of Public Security  
No. 14, Dong Chang'an Jie  
Dongcheng Qu, Beijing 100741  
République populaire de Chine  
Tél : +86 1066262114 (en chinois uniquement)

Courriel : [gabzfwz@mps.gov.cn](mailto:gabzfwz@mps.gov.cn)

**Formule d'appel : Your Excellency, /Monsieur,**

#### Secrétaire de l'Administration des affaires religieuses

Wang Zuo'an  
Xicheng Qu, Houhai Bei Lu 44 hao  
Beijing 100009  
République populaire de Chine  
Fax : + 86 106409500

**Formule d'appel : Your Excellency, /Monsieur,**

#### Directeur du centre de détention de la ville de Wenzhou :

Dushancun  
Longwangqu, Wenzhou Shi  
République populaire de Chine  
Tél : + 86 057785980114 (en chinois uniquement)

**Formule d'appel : Dear Director, /Monsieur,**

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays. (adresse/s à compléter) :**  
nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 190/15. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/2370/2015/fr/>

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## UN AVOCAT AYANT DEFENDU DES COMMUNAUTES RELIGIEUSES EST TOUJOURS EN DETENTION

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Plus de 200 avocats et militants ont disparu ou ont été arrêtés ou convoqués pour interrogatoire dans le cadre d'une répression sans précédent menée dans tout le pays depuis juillet 2015. Trente personnes sont maintenues en détention ou ont disparu. Au moins 10 personnes sont détenues parce qu'elles sont soupçonnées d'« incitation à la subversion du pouvoir de l'État », infraction passible d'une peine pouvant aller jusqu'à 15 ans d'emprisonnement. Cette répression s'accompagne d'une campagne de diffamation dans les médias d'État, qui accusent des avocats et des militants d'être impliqués dans des activités criminelles visant à « compromettre la stabilité sociale ».

Les autorités de la province du Zhejiang enlèvent les croix sur les églises sous prétexte d'une vaste opération d'urbanisation et d'embellissement visant les structures illégales. L'enlèvement de plus de 1 500 croix a entraîné une série de manifestations organisées par des militants religieux. Ils ont notamment organisé des sit-in dans des églises et chanté des hymnes devant des agents des forces de sécurité. Plusieurs églises ont indiqué avoir fait l'objet de contrôles financiers. Certains pasteurs ont été arrêtés car ils étaient soupçonnés de « détournement » après avoir résisté contre l'enlèvement des croix.

Zhang Kai est une figure importante de la lutte contre cette campagne visant les chrétiens du Zhejiang. Il a publié une petite brochure pour informer de leurs droits les gens qui veulent défendre la croix (*shi jia weiquan shouce*). En juillet 2015, il a également créé le Groupe d'avocats pour la protection de la croix, juste après avoir été lui-même pris pour cible dans le cadre de la répression contre les avocats spécialistes des droits humains. Il représentait en outre un grand nombre de communautés religieuses cherchant à défendre leurs droits.

La répression menée par le gouvernement chinois contre les églises protestantes s'est encore intensifiée au cours des derniers mois.

Le 28 janvier, Gu Yuese, pasteur de l'église de Chongyi à Hangzhou, dans la province du Zhejiang, a été placé en « résidence surveillée » 10 jours après avoir été démis de sa charge. Sa famille pense que sa femme est détenue par la police. Gu Yuese s'est publiquement opposé au projet soutenu par le gouvernement visant à enlever les croix sur les églises dans la province du Zhejiang.

Le 26 février, le pasteur Bao Guohua et sa femme Xing Wenxiang qui est également pasteur dans la ville de Jinghua, dans la province de Zhejiang, ont été condamnés respectivement à 14 années et 12 années d'emprisonnement pour détournement de fonds appartenant à leur congrégation et pour avoir « rassemblé une foule afin de troubler l'ordre social ». Bao Guohua s'est opposé haut et fort à l'enlèvement des croix sur les églises.

Nom : Zhang Kai

Homme